



# Le pouvoir aux travailleurs

**mensuel trotskyste**

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 23 Février 2009

N° 354

PRIX : 0,60 Euro



**VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS AUX  
ANTILLES !**

SOMMAIRE AU VERSO

---

**SOMMAIRE**

Page 2 : Editorial  
Vive la lutte des travailleurs  
aux Antilles !

Page 4: Sénégal : Un  
gouvernement et un patronat  
sourds...

Page 4: Sénégal : Il y a des  
moyens pour faire du  
biocarburant...

Page 5 : Madagascar : Colère  
contre la misère et  
manifestations contre le  
pouvoir.

Page 7: Cote d'Ivoire : Le  
"redéploiement" de l'Etat :  
beaucoup de bruit et peu  
d'effets

Page 9 : Union Africaine : Un  
nouveau dictateur à la tête

**ABONNEMENT  
FRANCE**

12 numéros : 15 euros  
Le paiement se fait  
uniquement en espèces ou en  
timbres-poste courants.

Autres pays : Nous consulter

**ADRESSE :**

LE PAT B. P. 42  
92114 CLICHY Cedex

---

*é d i t o r i a l*


---

**VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS AUX ANTILLES!**

*Les travailleurs guadeloupéens sont en grève générale depuis le 20 janvier. Dans leur lutte pour de meilleures conditions de vie, ils sont suivis par ceux de la Martinique depuis le 5 février. En particulier le point le plus important pour les travailleurs, c'est l'augmentation de 200 Euros pour les bas salaires. Il y a aussi l'exigence du relèvement des minima sociaux dans cette région où le pourcentage de sans emploi est plus élevé qu'en métropole. Même si le gouvernement de Sarkozy fait semblant d'agir en faveur des grévistes, les patrons locaux ne veulent pas céder sur les revendications. C'est en tout cas leur point de vue jusqu'au 23 février, date prévue pour la poursuite des négociations.*

*Le mouvement a démarré avec les réclamations des petits patrons des stations-service qui s'opposaient à la création de nouvelles pompes automatiques. En même temps la population, de son côté, réclamait la diminution du prix de l'essence. Cela a fait déborder le vase. Une grève générale a été déclenchée et préparée par un collectif d'organisations regroupées sous le nom de Lyannaj kont pwofitasyon, LKP, (liaison contre l'exploitation outrancière). Ce collectif regroupe des organisations syndicales comme l'UGTG, CGTG, CTU, FO et CFDT, et des organisations politiques telles que le Parti Communiste, Combat ouvrier, l'Alliance nationale Guadeloupe, l'UPLG. Il y a aussi des unions de producteurs, de transporteurs et diverses associations culturelles.*

*La grève est devenue totale assez rapidement. Les travailleurs des grandes entreprises se sont mis en grève, ainsi que ceux des plus petites, des compagnies d'assurance et des banques comme la BNP. Il y a aussi les travailleurs des grands centres commerciaux comme Carrefour, ceux de l'EDF et de la Générale des Eaux. On peut dire que la majorité des travailleurs se sont lancés dans la lutte. Dans l'Enseignement et les hôpitaux, les travailleurs se sont mis dans le mouvement, ces derniers assurant quand même le service minimum au CHU. Les travailleurs ont manifesté pendant des jours par dizaines de milliers dans les rues.*

*Sous la direction du LKP, tous les travailleurs revendiquent l'augmentation de 200 Euros pour tous les salariés, y compris ceux qui sont en chômage. Ils demandent aussi la baisse des prix des denrées alimentaires. Et ils ont raison. C'est absolument scandaleux quand on sait que tous les prix sont en moyenne environ 50% plus chers que ceux pratiqués en métropole.*

*Il a fallu plus de trois semaines pour que le gouvernement français commence à s'intéresser à ce mouvement. Lors des discussions avec le patronat et les élus locaux, cela s'est fait avec le soutien de la population travailleuse présente devant la préfecture de Basse-Terre. La première fois le Préfet a refusé de se présenter pour discuter. La deuxième fois, Yves Jégo, le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, ce représentant de l'Etat français aux Antilles après discussion avec le LKP, est reparti en catimini à Paris sans résoudre le conflit. En même temps les dirigeants du patronat des Antilles ont montré à quel point ils méprisent les travailleurs en tenant un langage digne de l'époque esclavagiste.*

*Mais le gouvernement et le patronat ont devant eux un mouvement social bien profond, soutenu par l'ensemble de la population. L'ambiance générale de ce mouvement rappelle fort celui de mai 1968 en France à la différence qu'aux Antilles ce sont les travailleurs qui sont en première ligne. Le patronat a essayé de casser le mouvement en voulant opposer les grévistes avec les soi-disant non grévistes. En fait il est de tradition en Guadeloupe de faire ce qu'on appelle localement la « grève marchant ». Depuis plus de cent ans dans leur lutte les ouvriers agricoles de la canne à sucre marchent de champ en champ pour discuter avec leurs camarades et les entraîner dans leur mouvement. Il faut croire que les bonnes traditions se transmettent de génération en génération. Ainsi cette fois-ci des groupes de travailleurs marchent et passent d'entreprise en entreprise pour expliquer leur mouvement à ceux qui sont en retard dans la lutte et en même temps vérifient et contrôlent là où la grève s'est installée. Ainsi on peut dire que les travailleurs en majorité sont impliqués dans la grève générale et suivent en même temps les*

*directions syndicales.*

*Yves Jégo et le gouvernement français ont essayé de laisser pourrir la situation mais en même temps ils ont pris certaines dispositions. Ainsi l'Etat mettra à la disposition des patrons 130 Euros par salarié sous forme d'exonérations diverses. Et malgré cela les patrons ne veulent pas céder. Par ailleurs il y a des entreprises où des salariés sont passés de contrat CDD à CDI. On parle aussi de titularisation des emplois précaires et d'embauche de professeurs dans l'enseignement. Mais encore une fois les patrons ne veulent pas céder sur les 200 Euros. Les dirigeants de la grève appellent les travailleurs à tenir bon et à aller jusqu'au bout des possibilités du mouvement.*

*En France aussi il y a eu des manifestations de soutien qui se sont déroulées à Paris. Le 21 février dernier des dizaines de milliers ont manifesté à l'appel des syndicats et des partis de gauche et d'extrême gauche.*

*Pour l'instant les travailleurs comme les dirigeants du LKP continuent leur combat. Et les travailleurs de la Martinique se sont aussi mis dans le mouvement revendicatif. Là aussi des dizaines de milliers de travailleurs ont commencé à manifester. Eux aussi demandent des augmentations de salaires de 300 Euros pour tous les salariés. En même temps ils réclament des mesures contre la vie chère.*

*Les travailleurs des Antilles montrent la voie. Le seul langage que les patrons comprennent c'est le langage de la lutte. Il est nécessaire que les travailleurs en France, aux Antilles et même en Afrique suivent l'exemple de ceux de la Guadeloupe. Leur force, c'est leur nombre et leur volonté de se battre pour un monde meilleur. Tous ensemble, ils peuvent faire reculer les patrons.*

=====

SÉNÉGAL**UN GOUVERNEMENT ET UN PATRONAT SOURDS  
AUX REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS**

Pendant que les conditions d'existence de la population laborieuse s'aggravent, pendant que la majorité de la population vit dans l'inquiétude permanente pour subvenir à ses besoins quotidiens, la seule chose qui préoccupe vraiment le gouvernement et le principal parti qui le dirige c'est: qui remplacera Wade à la fin de son mandat, trop vieux pour se succéder à lui-même? C'est aussi cette même question qui semble préoccuper la presse locale. Il est plus question de s'interroger sur l'avenir de Karim Wade (le fils du président) que son père essaie de pousser pour devenir son successeur. On fait des tartines sur les aventures d'Idrissa Seck, l'ex-dauphin de Wade, qui a été par la suite déchu et qui essaie de revenir au bercail, ou de Macky Sall, lui aussi promu à la primature avant d'être déchu puis poursuivi pour «blanchiment d'argent» par celui-là même qui lui avait promis une carrière au sommet.

Toute cette agitation médiatique autour de la succession de Wade permet au gouvernement de détourner l'attention de la majorité qui souffre des véritables problèmes du moment. Face à la cherté de la vie, face aux prix des denrées alimentaires qui ne cessent de grimper, face au chômage et à la misère qui gagnent du terrain, les maigres salaires de ceux qui ont encore la «chance» d'avoir un emploi ne suffisent plus depuis longtemps déjà à subvenir aux besoins d'une famille. Tout augmente: le transport, le loyer, l'électricité, l'eau, le gaz, le charbon, les aliments, les frais de scolarités, etc. sauf les salaires. Il faut qu'ils soient augmentés sensiblement pour au moins rattraper la perte du pouvoir d'achat. Mais le gouvernement fait la sourde oreille quand il s'agit d'agir en faveur des travailleurs.

Quand les enseignants se mettent en grève tout comme les agents hospitaliers, le

gouvernement feint de les ignorer quand il ne les désigne pas comme les responsables du mauvais fonctionnement de l'éducation nationale ou de la mauvaise qualité des soins et de l'accueil dans les hôpitaux publics.

Tout dernièrement ce sont les les éboueurs de la capitale qui se sont mis en grève pour revendiquer de meilleurs salaires et une meilleure prise en charge de leur protection sociale. Le gouvernement ne pouvait pas faire mine de les ignorer car en l'espace de quelques jours cela se voyait et se sentait en plein cœur de la ville. Les ordures s'amoncelaient et pourrissaient sur le trottoir. Il a fallu l'intervention du ministre de l'environnement pour que les éboueurs reprennent le travail après avoir eu la promesse que leurs revendications allaient être examinées favorablement par les autorités. Mais dans un premier temps le gouvernement avait tout de même cherché à monter la population contre les éboueurs en les accusant de déverser délibérément les ordures sur la chaussée. Les éboueurs ont manifesté dans la ville. Il y a eu des arrestations pour les intimider mais ils ont tenu bon jusqu'à ce que le gouvernement accepte de leur envoyer un ministre pour négocier une reprise du travail.

Tous les travailleurs, ceux du service public comme ceux des entreprises privées sont soumis au même problème du pouvoir d'achat. Mais ils ont en face d'eux un gouvernement et un patronat sourds à leurs revendications. Mais à force de mépriser ceux qui font tourner les usines, qui produisent toutes les richesses, qui font fonctionner les hôpitaux, les écoles et tout ce qui est utile au pays, ils finiront par récolter la grande colère des masses qu'ils méritent.

SÉNÉGAL**IL Y A DES MOYENS POUR FAIRE DU BIOCARBURANT  
MAIS PAS POUR FAVORISER LA PRODUCTION VIVRIÈRE**

Pendant que la production vivrière locale est totalement négligée par le gouvernement, celui-ci

s'est lancé dans la production massive de biocarburant. Commencé au début de l'année 2007,

le "programme national de culture de jatropha" (plante dont on extrait une huile pouvant servir de carburant), prévoit de couvrir 320.000 hectares d'ici 2012.

Face aux inquiétudes des associations paysannes ainsi que des ONG dénonçant ce projet qui va se faire au détriment de la production vivrière, le gouvernement s'est empressé de dire que « le Sénégal dispose de beaucoup de terres dégradées qui ne sont utilisées par aucune culture et sur lesquelles on va faire du biocarburant ». Mais la vérité est toute autre. Le jatropha a déjà commencé à être cultivée sur des terres arables, dans le nord et dans le sud du pays notamment là où l'essentiel de la production nationale du riz est cultivé. Et quand on sait que le Sénégal importe les trois quarts de sa consommation de riz, cela ne fera qu'accroître le déficit de la production vivrière locale.

La Compagnie sucrière sénégalaise appartenant au riche libanais Mimram, qui a le monopole de la production sucrière du pays depuis l'époque de Senghor, s'est lancée elle aussi dans la production de l'éthanol (produit à partir de la

canne) depuis fin 2007. Et tout dernièrement, le gouvernement sénégalais vient de céder 40.000 hectares de terre le long du fleuve Sénégal à un milliardaire nigérian pour y cultiver de la canne à sucre.

Des moyens techniques et financiers vont être mis en oeuvre pour que toutes ces terres situées le long du fleuve soient irriguées comme le sont celles de Mimram situées à Richard Toll. Mais loin d'être utilisées pour satisfaire les besoins de la population, elles ne feront qu'enrichir les grands capitalistes au détriment de la petite paysannerie.

Le propre du système capitaliste c'est de ne produire que là où cela rapporte le plus de profit, peu importe si cela se traduit par plus de misère pour les populations. Actuellement ces capitalistes voient dans la production du biocarburant une marge de profit plus alléchante que dans d'autres secteurs de production. Alors ils s'y lancent avec la bénédiction et les encouragements du gouvernement sénégalais qui espère lui aussi toucher quelques retombées sous forme de taxes par exemple, sans compter les bakchich qui iront directement dans les poches de quelques margouilins du régime.

## MADAGASCAR

### COLÈRE CONTRE LA MISÈRE ET MANIFESTATIONS CONTRE LE POUVOIR

Une partie de bras de fer oppose le maire (récemment destitué de ses fonctions), Andry Rajoelina surnommé TGV à Marc Ravalomanana, chef de l'Etat.

Le maire, homme d'affaire issu d'une famille riche, se trouve également à la tête du parti politique Tanora MalaGasy Vonona (TGV), essentiellement implanté dans la capitale et dans les Hauts Plateaux Merina. Il possédait une radio ainsi qu'une chaîne de télévision privées qui ne se gênaient pas pour dénoncer certains abus surtout lorsqu'il s'agissait de ceux du président. Ces médias avaient acquis une certaine audience et une popularité auprès de tous ceux qui sont mécontents du régime actuel. Ils donnaient la parole non seulement aux artistes et chanteurs qui dénonçaient les abus du président et de sa clique mais aussi à des personnes non inféodées

au parti présidentiel. C'est ainsi que Didier Ratsiraka, l'ancien président, a pu s'exprimer largement dans ces médias au début de cette année. Cette radio et cette télé ont été fermées.

Le président s'est considérablement enrichi depuis son arrivée au pouvoir il y a sept ans. Il a fait main basse sur de nombreux secteurs économiques tels que les produits laitiers et leurs dérivés, les huiles de consommation, à travers sa société Tiko créée en 1980 grâce à l'appui financier de la Banque Mondiale. Depuis sept ans Tiko est devenu un groupe et un empire économique très puissant ayant le monopole sur tous les produits à base de lait, les jus de fruits et l'eau minérale. La société Top (Tiko Oil Products) détient le monopole de l'huile de tournesol et de soja. Tiko Farm détient tout ce qui a trait à l'élevage et ses dérivés : veaux, vaches,

cochons couvées et collectes de lait. Autres filiales du groupe Tiko : Feed Mill pour la production de provende destinée aux animaux de ferme. Plusieurs médias sont également la propriété de Ravalomanana à travers le groupe MBS qui contrôle Radio Mada, Radio Fahazavana et le quotidien « Ny vaovaontsika » pour la presse écrite. Dans le domaine de l'impression, il y a Mbs Imprimerie et Blue Print qui assurent les fournitures de bureaux de la fonction publique. Tiko Group Bts est spécialisé dans la production de parpaings, de buses, de vitres et peintures. La chaîne de distribution Magro est également sa propriété ainsi que des grands magasins d'électronique. Cet empire économique parti de la capitale s'est rapidement étendu à travers tout le pays au détriment de nombreux concurrents qui ont été écartés et parfois mis aux arrêts sur des prétextes futiles.

L'exagération de trop qui a fait un énorme scandale a été l'acquisition, à des fins personnelles, d'un Boeing 737 pour la bagatelle de 60 millions de dollars prélevés dans les caisses publiques de ce pays classé parmi l'un des plus pauvres de la planète. La population qui était déjà très pauvre sous les régimes précédents, tous très liés à la France, ancienne puissance colonisatrice et toujours principale partenaire économique, ne cesse de s'appauvrir.

Le président actuel avait pris, surtout au début de son mandat, quelques distances avec Paris et se prévalait même de liens d'amitié avec les Etats Unis. Les instances internationales ont pendant un certain temps salué « la bonne gouvernance » de ce régime et approuvé son programme de privatisation tous azimuts des sociétés d'Etat datant de l'ancien régime à l'époque où celui-ci avait procédé à des nationalisations des sociétés étrangères au nom de « la malgachisation de l'économie ». Des prêts nouveaux ont été accordés par le FMI. Cela a permis aux multinationales de décrocher des contrats juteux et à l'empire Tiko d'augmenter son champ d'activité, surtout de s'enrichir.

Le Maire d'Antananarivo, lui-même homme d'affaires, ne vaut certainement pas mieux que le chef de l'Etat actuel, mais le simple fait qu'il dénonce quelques abus du président et de son clan a suffi pour catalyser autour de lui et de son parti TGV, le mécontentement populaire. Depuis de nombreuses semaines, des rassemblements drainant

des milliers de personnes, avaient lieu chaque jour sur la place du 13 mai. Les sociétés appartenant au président ont fait les frais d'actes de pillage. Les grandes surfaces et les entrepôts ont été vidés. De nombreuses personnes pauvres ont péri dans les incendies qui s'en sont suivis et dans les affrontements. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues dans tous les lieux.



*Andry Rajoelina, l'actuel maire d'Antananarivo*

Andry TGV, écarté de son poste de Maire, s'est autoproclamé président de « la Haute Autorité de la Transition ». Il a nommé Premier ministre Monja Roindefo, le fils de Monja Jaona (une figure historique de la lutte anticoloniale). Il bénéficie ainsi de par ses origines, du ralliement de certains partis implantés dans les régions dites côtières. Un certain nombre de petits commerçants d'origine Merina, résidant dans ces régions ont fait les frais de la vague de mécontentement qui a déferlé aux quatre coins de l'Ile.

Début février une importante manifestation a tenté de s'introduire dans le palais présidentiel. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu contre des manifestants aux mains nues, fait une trentaine de morts et plusieurs centaines de blessés et disparus. Les funérailles furent autant d'occasions pour les partisans de TGV de multiplier des discours contre « les criminels au pouvoir ». Plusieurs fois par semaine ces partisans ont procédé à des nominations de « Ministres de la Transition », les ont

accompagnés jusque dans leurs bureaux en lieu et place de ceux de Ravalomanana. De son côté ce dernier n'est pas resté les bras croisés puisque son parti, le TIM, organise des rassemblements au stade de Mahamasina. Il semblerait qu'une grande partie de sa clientèle y ait été acheminée depuis des districts périphériques et des campagnes par des véhicules spécialement affrétés. Ces personnes pour la plupart payées, sont dotées de casquettes et autres tee-shirts aux symboles du parti du président.

Les salariés du secteur public ne sont pas en grève à proprement parler. Le gouvernement continue de régler les salaires des fonctionnaires et a même accordé une augmentation de 10% sur la paye perçue le 20 février. Bien sûr tout le monde ne va pas au travail chaque jour et tout fonctionne au ralenti.

Le petit commerce fonctionne cahin-caha, on trouve les produits de première nécessité surtout dans le secteur informel. Il s'agit souvent de marchandises plus ou moins avariées provenant du saccage des entrepôts et des grands magasins du clan présidentiel.

La saison des pluies (décembre à février) est une période très dure pour les régions éloignées des grandes villes à cause de la détérioration des routes. Le Sud du pays est en proie à une famine aggravée cette année par le cours des événements. Le haut standing de vie des privilégiés qui gravitent autour du président est perçu par beaucoup comme une insulte à leur égard et aussi dans une certaine mesure comme la domination sans partage des Merina. Cela explique les exactions subies par des personnes originaires des Hauts Plateaux dans les différentes régions. Après les premiers jours de flottement ces affrontements se sont atténués, surtout après la nomination d'un Premier ministre qui bénéficie d'un

certain consensus dans des régions qui s'estimaient avoir été écartées par le pouvoir en place.

Plus le temps passe et plus sont nombreux à travers le pays ceux qui sont exaspérés par le ralentissement économique et avec lui la progression des difficultés quotidiennes. Des milliers de personnes qui ne mangeaient pas à leur faim en temps normal, ont basculé brutalement dans la famine, elles sont dans une situation de dénuement à laquelle elles ne voient aucune issue dans l'évolution actuelle.

Les généraux de l'armée, de la police et de la gendarmerie s'impatientent. Lors d'un point de presse donné par 4 généraux et un vice-amiral, le 17 février, ce dernier a déclaré : « Nous souhaitons que le dialogue qui s'instaure entre les deux partis, aboutisse à des résultats concrets. Dans le cas contraire nous devons assumer nos responsabilités comme étant le dernier rempart de la légalité républicaine et de l'unité nationale ».

Dans quel sens pousseront les Grandes Puissances à travers l'envoyé spécial des Nations Unies et à travers A. Joyandet Ministre français de la Coopération, dépêchés sur les lieux ? Pour le moment, ils prônent tous la réconciliation entre les deux camps. Le temps passe et les négociations ne semblent pas déboucher sur une solution.

Que vont faire les galonnés si la situation actuelle perdure ? Plusieurs scénarios sont possibles. Ce qui est sûr, c'est que si les travailleurs et les gens pauvres frappés de plein fouet par la crise économique actuelle, aggravée par les affrontements entre les deux camps, ne s'organisent pas entre eux, rien ne s'améliorera pour eux.

## COTE D'IVOIRE

### **LE « REDÉPLOIEMENT » DE L'ETAT BEAUCOUP DE BRUIT, PEU D'EFFETS**

Il y a un mois, le ministre de l'Intérieur Désiré Tagro, avait annoncé officiellement le

« redéploiement de 2000 policiers » dans les zones Centre, Nord et Ouest (CNO). Quelques jours plus

tard, ce fut l'annonce de « *l'unicité des caisses de l'Etat* » dans ces zones. Quelques mois avant, c'était l'annonce de « *l'installation* » des préfets et des sous-préfets dans ces zones. Ainsi, le gouvernement fait croire qu'il prend petit à petit le contrôle de tout le territoire. Mais la réalité sur le terrain est bien plus modeste.

### **Le pouvoir des préfets et des sous-préfets**

Ces instances de l'Etat n'ont pour ainsi dire aujourd'hui aucun pouvoir dans ces zones. La plupart des préfets et sous-préfets n'ont même pas pu récupérer leur logement officiel parce que déjà occupé par le chef rebelle du coin. Incapable de faire déloger ces chefs rebelles, l'Etat est obligé de construire de nouveaux logements et bureaux pour installer ses autorités. Et depuis leur redéploiement, leur travail consiste en gros à superviser la construction de leur nouveau domaine et à effectuer un tour dans les centres d'identification pour se donner l'air d'exister. Parce qu'en dehors de ça, ce sont les chefs de zones et autres com'zones qui détiennent le vrai pouvoir dans ces régions. Ces préfets et sous-préfets avaient accepté de se rendre dans ces zones après des négociations qui avaient duré plusieurs mois avec le gouvernement. Il a fallu l'intervention de Gbagbo pour que, finalement, ils acceptent de faire acte de présence. Mais après avoir surtout obtenu plusieurs millions de francs chacun.

### **Le redéploiement des policiers : un leurre**

Quant au redéploiement des policiers, c'est tout juste un effet d'annonce de la part du gouvernement. Ces policiers feront comme les préfets et les sous-préfets avant eux. Ils exigeront de l'argent à l'Etat. Ils l'empocheront ensuite et n'iront nulle part. D'autant plus que de ce côté-ci, ils peuvent s'enrichir en rackettant sans crainte sur les routes. Ce qui risque d'être un peu plus compliqué de l'autre côté. La place étant déjà prise par les forces rebelles.

### **Le racket dans les zones CNO: plus que jamais**

Le racket dans la commercialisation du coton est un exemple du genre. Jusque l'année dernière, les camions de ramassage du coton graine dans les villages pour approvisionner les usines d'égrenage

devaient payer une taxe de 9.000 Fr par mois aux FN. Cette année, cette taxe est passée à 30.000 Fr par mois et par camion. L'annonce de cette hausse avait entraîné, par exemple, le retard du démarrage de la campagne cotonnière de l'usine de Dianra. Finalement, Ivoire-Coton, propriétaire de cette usine, avait été contraint de payer la différence, avant que la campagne ne puisse démarrer. Ironie du sort, le sous-préfet de Dianra, censé représenter l'Etat, est logé, nourri et blanchi par Ivoire-Coton, dans l'une de ses villas.

L'évacuation des balles de coton depuis les régions Nord vers Abidjan est une autre source de racket. Jusqu'à l'année dernière, la haute autorité des forces nouvelles exigeait officiellement la somme de 65.000 Fr par camion de 30 tonnes. Pour cette nouvelle campagne cotonnière, la direction des FN a diffusé une circulaire officielle annonçant le maintien de cette « taxe ». A l'annonce de celle-ci, les transporteurs et les industriels se sont déclarés surpris, surtout que le pouvoir fait croire que les rebelles sont rentrés dans les casernes et qu'il n'y a plus de « ligne rouge » qui sépare les deux territoires. La soi-disant unicité des caisses de part et d'autre est contraire à la réalité.

Dans ce cas-là, l'organisation des élections, même si elle avait lieu, ne mettrait nullement fin aux prérogatives des FN dans le Nord. Certains chefs rebelles sont encore plus intransigeants. C'est le cas notamment du com'zone de Korogho, un certain Foffié. Celui-ci exige la somme de 120.000 Fr par camion. Les transporteurs et les industriels refusent de prendre en charge ce supplément. Aussi, des dizaines de camions déjà chargés de balles de coton sont restés bloqués à Korogho durant plus de quinze jours. Aucune solution n'a pu être trouvée. Ni Gbagbo, ni Soro n'ont pu imposer leur autorité à un simple com'zone. Finalement, les camions chargés à l'usine de Mbengué, par exemple, située à une soixantaine de kilomètres au nord de Korogho, ont dû faire demi-tour pour décharger leurs balles de coton à l'usine. Aujourd'hui, l'usine de Mbengué a terminé sa campagne cotonnière mais pas une seule balle de coton n'a pu être encore évacuée sur Abidjan. C'est dire que ce que veut Guillaume Soro, ce n'est pas nécessairement ce que veut sa troupe sur le terrain. Alors, si le numéro un des FN n'arrive pas à commander sa troupe quand celle-ci n'y trouve pas son compte, ce n'est pas les autorités



gouvernementales qui peuvent quelque chose. Ce qui montre aussi à quel point le redéploiement de l'administration dans les régions CNO, n'est pour l'instant qu'une fiction.

Marcel Gossio, le DG du port d'Abidjan se plaint d'avoir perdu, en 2008, « 22% du trafic avec les pays frontaliers du Nord », à cause des rackets routiers des FN et autres policiers et gendarmes. Il a déclaré : « *cela semble n'émouvoir aucune autorité* ». En réalité, Soro Guillaume et Gbagbo sont tous les deux incapables de mettre fin au racket. Ils n'ont ni l'autorité nécessaire auprès de leurs troupes ni le courage politique de faire prévaloir les intérêts généraux dont ils se prévalent.

### A propos de «l'unicité des caisses de l'Etat»

En ce moment, le gouvernement parle beaucoup de l'unicité des caisses de l'Etat dans les zones CNO. Mais c'est une chose de le dire, c'en est une autre de l'imposer. Les caisses contrôlées par les FN restent pour l'instant propriété des FN. Du coup, l'Etat a mis en place ses propres caisses, son propre réseau de racket. Ainsi à Bouaké par exemple, il a mis en place un « guichet unique » pour obliger les

propriétaires de mobylettes et motos de payer la somme allant de 24.500 Fr à 96.000 Fr, sous prétexte de «*frais de dédouanement et d'immatriculation*». Comment ne pas parler de racket, quand on sait que ce n'est certainement pas au propriétaire qu'il revient de payer les frais de dédouanement mais aux commerçants qui ont commercialisé ces engins. Et par ces temps difficiles, il n'est pas dit que les propriétaires acceptent même d'immatriculer leurs engins de bon gré. Il faudrait donc à l'Etat l'imposer par la force s'il veut soutirer la nouvelle taxe qui va avec.

Pour l'heure, même les voitures et camions roulent sans plaque d'immatriculation dans la ville de Bouaké et a fortiori les deux roues. Ce n'est pas demain la veille que les gens payeront les taxes exigées par l'Etat. A moins que les FN trouvent là une autre source de racket sur les routes et se découvrent du coup des intérêts communs avec l'Etat central. Ce qui n'est pas encore le cas.

Les porte-voix du gouvernement ont donc beau affirmer que « *l'Etat de Côte d'Ivoire est résolu à reconquérir ses droits* ». Ce n'est qu'une déclaration d'intention destinée à rassurer ceux qui veulent bien l'être. Elle ne reflète pas la réalité.

## UNION AFRICAINE

### **UN NOUVEAU DICTATEUR A LA TÊTE**

Un certain nombre de dirigeants africains (tous n'ont pas fait le déplacement), réunis en début février à Addis Abeba ont élu Mouamar Khaddafi à la place du Tanzanien Kikwete Jakaya à la tête de l'UA.

Le dirigeant sortant, dans la lignée de ses prédécesseurs est content de son bilan marqué selon lui par « le développement des infrastructures en Afrique ». Il a rappelé que l'UA « condamne » les coups d'Etat qui renversent périodiquement les dirigeants de ce continent. Ce qui d'ailleurs ne les empêche nullement d'intégrer le nouveau putschiste vainqueur du moment au sein de ce syndicat de chefs d'Etat qu'est l'UA.

Cette organisation a été créée en 2000 en Lybie à l'initiative de Khaddafi pour remplacer l'OUA moribonde qui avait mauvaise réputation et donc ne bénéficiait plus de la caution de beaucoup de dictateurs africains. Une charte fut adoptée par ce nouvel organisme pour mener aux Etats Unis d'Afrique. Cela n'a pas empêché le régime de Khaddafi peu de temps après, de procéder à une vague d'arrestations et de violences racistes à l'égard d'indésirables ressortissants sub-sahariens venus chercher du travail en Lybie ou faisant escale dans ce pays avant de regagner l'Europe. Des milliers d'immigrés africains furent expulsés en masse par avions cargo. Ce n'était pas un accident

de parcours puisqu'il y a un an, la Lybie a procédé à nouveau à des expulsions massives de travailleurs sans papiers donc clandestins aux yeux des dirigeants et des classes possédantes de ce pays qui se comportent comme de véritables esclavagistes à leur égard.



*Le dictateur libyen "élu" président de l'UA*

Malgré les discours d'autosatisfaction des dirigeants qui se succèdent à la tête de l'Union, il y a certaines choses qui se développent dans tous les pays d'Afrique. Ce sont la misère et les maladies qui, parfois bénignes, se traduisent par la mort de milliers d'êtres humains pour cause de dégradation des conditions de vie et du système de santé laissé à l'abandon par les dirigeants.

Il est vrai que les pays d'Afrique continuent d'être pillés depuis des dizaines d'années par les multinationales dans la continuité de l'époque coloniale. Cela n'empêche pas les dictateurs qui se gargarisent de beaux discours, de ponctionner eux

aussi leur prébende sur le dos de « leurs » peuples respectifs. Beaucoup d'entre eux possèdent des demeures luxueuses dans leur pays, dans des grandes villes d'Europe, et des comptes en banque bien approvisionnés.

Où est l'Union Africaine lorsque chacun des dirigeants se prévaut des frontières héritées de l'époque coloniale ? Où est cette Union lorsqu'ils procèdent à des chasses aux ressortissants souvent pauvres des pays voisins, pourtant membres de cette même Union.

L'unification de ce vaste continent qu'est l'Afrique, morcelé par les grandes puissances en fonction de leurs rapports de force, en une multitude d'entités non viables, est nécessaire et indispensable. Les privilégiés bien Africains qui sont à la tête des Etats savent que dans la conscience des peuples, cette aspiration profonde existe. Ils en parlent dans leurs discours mais leurs actes sont aux antipodes car tous sont des nationalistes attachés à la pérennité des états qui sont autant de chasses gardées sur lesquels reposent leurs privilèges.

L'unification de l'Afrique c'est-à-dire la mise en sommeil des frontières héritées du passé, l'association fraternelle des peuples, la libre circulation des hommes et des biens, est une nécessité. Elle ne pourra être l'œuvre que des travailleurs et des classes pauvres en lutte pour la mise en commun des biens et leur répartition selon les besoins de chacun. C'est pour cela que la lutte pour cette unification est indissociable de la lutte contre le système capitaliste qui opprime et exploite tous les peuples du continent et bien au-delà.

=====

### *A NOS LECTEURS*

*Nous vous informons que le numéro 352 de notre journal n'existe pas et que cela n'interférera pas sur les abonnements annuels qui resteront basés sur douze numéros.*

=====

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.